



# MIGRANT-E-S : OUVRONS LES FRONTIÈRES !

**RENAULT TRUCKS**

**npacaenaglo@gmail.com - 16 janvier 2018**

En décembre, un millier de personnes a manifesté à **Ouistreham** pour un accueil digne des migrantEs. La mobilisation continue : prochain rendez-vous, à l'appel d'un large collectif réunissant des syndicats, des partis et des associations : samedi 20 janvier, 14h, manifestation à ....

## **Solidarité des habitantEs, répression de l'Etat**

---

Les habitantEs de Ouistreham et des communes environnantes n'acceptent pas que les migrantEs soient laissés sans abri alors que la loi impose aux pouvoirs publics de mettre en place des hébergements d'urgence. Les parents d'élèves interviennent pour que la scolarisation des mineurs étrangers soit assurée et que la protection de ces mineurs au titre de l'aide sociale à l'enfance soit effective. Des associations humanitaires, des médecins, ainsi que des syndicalistes et des militantEs politiques apportent leur aide aux migrantEs qui se mettent à l'abri dans de nombreux squats dans l'agglomération caennaise.

A l'inverse, l'Etat refuse de prendre les mesures d'aide qui s'imposent, harcèle les migrantEs, qu'ils espèrent franchir la Manche ou qu'ils souhaitent rester en France.

## **Le gouvernement veut durcir encore sa politique anti-migrantEs**

---

L'accueil des migrantEs est tout à fait possible. Il faudrait commencer par augmenter le nombre de places en hébergement d'urgence, le dispositif actuel étant saturé. Il faudrait régulariser les sans papier, leur permettre ainsi de travailler, de bénéficier des droits des salariés alors que beaucoup sont sur-exploités.

Le gouvernement veut aller dans une autre direction : augmenter les expulsions. C'est ce qu'une circulaire du ministère de l'intérieur demandait aux préfets, le 20 novembre dernier. Le 12 décembre, une nouvelle circulaire instaure le contrôle des personnes dans les centres d'accueil. Le gouvernement demande aux

associations de fournir aux préfets des listes nominatives de personnes avec leur statut (demandeur d'asile, sans papier, etc...). Le gouvernement veut transformer les centres d'accueil en lieux de contrôle, voire de « centres de tri » pour l'organisation d'expulsions massives. De nouvelles lois se préparent pour remettre en cause le droit d'asile, durcir encore les conditions d'accueil des étrangers, favoriser les expulsions. Le gouvernement voudrait surfer sur les préjugés racistes, sur l'islamophobie.

## **Au durcissement des politiques anti-migrantEs, opposons notre solidarité**

---

En décembre, 433 associations ont publié une déclaration réclamant un changement radical pour mettre fin aux politiques migratoires actuelles. Les mobilisations pour en venir en aide aux migrantEs se développent dans plusieurs régions. Le NPA soutient et participe à ces mobilisations. Il faut faire reculer Macron et son gouvernement, faire triompher la solidarité entre opprimés et exploités, battre en brèche les oppositions entre nationalités, origines et confessions. Seules les classes dominantes profitent de ces oppositions, en détournant les colères contre plus faible que soi.

Nous ne voulons pas d'une Europe qui se barricade, se rendant responsable de la mort de milliers de personnes en Méditerranée.

## **Ouvrons les frontières !**

➤ **Exigeons l'abrogation des règlements inter-étatiques qui empêchent la liberté de circulation et la liberté de résidence en Europe !**

➤ **Exigeons l'abrogation des circulaires gouvernementales qui pourrissent la vie des migrantEs et préparent des expulsions massives !**

➤ **Exigeons la régularisation des sans-papier, l'égalité des droits, l'augmentation des places en hébergement d'urgence, notamment en réquisitionnant des locaux inoccupés !**

# Rupture conventionnelle collective : cadeau de Noël du gouvernement au patronat

L'encre des ordonnances et de leurs décrets d'application est à peine sèche que les employeurs se précipitent pour en faire usage contre les salariéEs. La première attaque est la rupture conventionnelle collective (RCC). Cette nouvelle arme doit permettre aux patrons de supprimer des milliers d'emplois sans avoir à justifier d'une raison économique, à élaborer un plan social, ni à proposer des reclassements. Un accord majoritaire des organisations syndicales présentes dans l'entreprise est cependant nécessaire.

Ce dispositif fait suite au « succès » de la rupture conventionnelle individuelle, qui a précipité dans le chômage, depuis sa création en 2008, près de trois millions de salariéEs. Huit fois sur dix, c'est l'employeur qui en est à l'origine, alternant arguments financiers et chantages divers. Le MEDEF en rêvait, le gouvernement Macron l'a fait.

En confiant à l'administration du travail le soin



d'homologuer les futures ruptures collectives, celles-ci seront juridiquement sans risque pour les patrons, contrairement aux plans de départs volontaires, et il ne sera en outre plus nécessaire d'attendre un an pour pouvoir réembaucher derrière.

## Les plus grosses boîtes veulent en profiter

C'est la chaîne de magasins d'habillement Pimkie qui, la première, a annoncé la mise en œuvre d'une procédure de rupture conventionnelle collective. Pimkie, c'est plus de 700 magasins dans le monde, dont une centaine en France, et fait partie du groupe Mulliez, une des plus grosses fortunes de France, autour de 40 milliards d'euros. Hier, le groupe a annoncé qu'il renonçait, face à l'hostilité des organisations syndicales, sans abandonner pour autant

son intention de supprimer 200 emplois et fermer des magasins.

Dans la foulée, c'est PSA qui annonce son intention de faire son « plan RCC ». PSA, qui a réalisé un nouveau record de bénéfice en 2016 de 2,15 milliards d'euros. Depuis des années, les plans de départs « volontaires » ont déjà permis de supprimer en moyenne 3000 postes par an. Son objectif est de diminuer au maximum le nombre de travailleurs en CDI et de les remplacer par des intérimaires, qui représentent déjà 90 % des effectifs sur certaines chaînes de production.

Que Pimkie ou PSA ait été parmi les toutes premières entreprises à manifester leur intérêt pour le nouveau dispositif en dit long sur le fait que les ordonnances travail ont été vendues par le gouvernement comme devant faciliter la vie des patrons de très petites entreprises, pour leur permettre d'embaucher et de créer des emplois. En fait ce sont d'abord les grandes entreprises du CAC qui espèrent en faire leurs choux gras.

## Reconstruire une mobilisation contre ce gouvernement

Les résistances des salariéEs n'ont pas été effacées par l'échec des mobilisations contre la loi travail. Bien aidé par le soutien officiel de certaines organisations syndicales et l'absence de détermination et de stratégie de combat des autres, Macron a certes réussi son passage en force avec les ordonnances mais n'a pas eu raison de la colère sociale. Dans de nombreux secteurs, souvent moins organisés que les grands secteurs traditionnels, la combativité des salariéEs a permis de faire reculer les employeurs. C'est le cas dans le nettoyage, la restauration, l'hôtellerie, et même dans des activités uberisées comme Deliveroo. C'est aussi le cas dans les hôpitaux comme à Bordeaux, Toulouse, Rennes ou en région parisienne.

Les attaques engagées ou programmées contre les chômeurs/euses et les migrantEs, la baisse du pouvoir d'achat ne doivent pas rester sans riposte. C'est à nous, salariéEs, chômeurEs, de construire la résistance, et les organisations syndicales, politiques, associatives doivent se rencontrer pour organiser une mobilisation unitaire.

### LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Avec tracts, actus, infos, un site essentiel pour l'échange d'informations sur l'actualité des luttes.



Pour tout contact :

[npacaenaglo@gmail.com](mailto:npacaenaglo@gmail.com)

<http://www.npa2009.org/>

